

# Convention d'occupation du domaine public pour le remisage sur le domaine public d'une flotte d'autopartage

*Projet de convention qui sera soumis en conseil communautaire du 27 mai 2024*

**Entre :**

**La communauté de communes Vallée de l'Hérault** dont le siège est situé, 2 parc de Camalcé, 34150 Gignac, représentée par son Président Jean-François Soto dûment habilité par la délibération du Conseil Communautaire en date du ..... Ci-après désigné « la CCVH »,

**Et,**

**La Société**

Sise

## **PREAMBULE**

La Communauté de communes Vallée de l'Hérault est un territoire étendu, d'une grande diversité, peu dense, de 42 000 habitants qui connaît une forte attractivité qui entretient des relations étroites avec la métropole de Montpellier et les intercommunalités voisines du Pays Cœur d'Hérault.

Le territoire de la CCVH comporte 28 communes dont la principale est Gignac (6700 habitants) qui concentre une majorité de services de mobilité, commerces, services de santé, d'éducation et administratifs.

Consciente de ces enjeux et en accord avec l'AOM et ses partenaires, la CCVH porte une action ambitieuse en faveur du développement des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle sur son territoire, à partir de son pôle d'échange pour favoriser l'intermodalité au sein de son périmètre et en connexion avec la métropole de Montpellier.

La CCVH a pour objectif d'offrir aux habitants et usagers du territoire plus de possibilités de déplacements vers leurs lieux de travail, les services de santé, de consommation et de loisirs, tel qu'inscrit dans son projet de territoire et dans le schéma de mobilité du Pays cœur d'Hérault.

Ainsi, la CCVH souhaite expérimenter sur son territoire un service d'autopartage en boucle, à partir de son pôle d'échanges multimodal situé à Gignac, sa ville-centre. L'autopartage en boucle est un service de location mettant des véhicules à disposition d'utilisateurs ou d'abonnés et où chacun des véhicules doit retourner sur son emplacement d'origine.

La présente convention a pour objet de permettre à l'opérateur, sélectionné par l'appel à manifestation d'intérêt mené par la CCVH, d'occuper le domaine public intercommunal pour expérimenter et développer son service d'autopartage en boucle sur le territoire.

### **Art. 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'occupation du domaine public par l'opérateur retenu dans le cadre de l'installation et de l'exercice de son activité de location de véhicules partagés ou autopartage.

L'espace retenu pour déployer l'activité d'autopartage, appelé « station » est composé d'une ou plusieurs places de stationnement contigües sur voirie ou sur un parking.

L'annexe I liste les adresses des stations et leur nombre de places, définies et validées en lien avec la CCVH.

### **Art. 2 Nature juridique de la convention**

La présente convention est conclue sous le régime des occupations précaires et révocables du domaine public en application des dispositions de l'article L2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

En conséquence, la présente convention constitue un contrat de droit public.

L'opérateur renonce ainsi à l'application du statut de la propriété commerciale pour toute activité qu'il aurait l'intention d'exercer sur les emplacements mis à sa disposition. Il ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une réglementation susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux.

La présente convention est accordée intuitu personæ à l'opérateur et est en conséquence incessible. Celui-ci est tenu d'occuper lui-même, sans discontinuité et d'utiliser directement en son nom le domaine public mis à sa disposition, dans le seul objectif de développer son service d'autopartage.

L'annexe I mentionne les véhicules autorisés (catégorie et motorisation) pour chacune des stations.

L'opérateur ne pourra transférer la présente convention d'occupation du domaine public à un nouveau bénéficiaire que si la communauté de communes vallée de l'Hérault a donné son accord écrit.

### **Art. 3 - Obligations de l'opérateur**

L'opérateur prendra à sa charge l'installation et l'entretien soigné de la signalisation verticale identifiant la station.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé avec les services techniques de la CCVH avant et après la réalisation des travaux.

Un arrêté de permission de voirie sera délivré, en conformité avec la présente convention, par la CCVH autorisant l'implantations.

L'activité de tels équipements sera soumise aux procédures réglementaires (DT-DICT, etc...) et administratives en vigueur.

L'opérateur s'engage à respecter, en toute circonstance, les lois et règlements se rapportant à l'occupation des lieux et à l'activité qu'il exerce.

L'opérateur en tant qu'occupant précaire ne peut céder les droits en résultant, à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention. Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est rigoureusement interdite. Les places de stationnement sont destinées à être occupées par les véhicules de l'opérateur.

L'exercice des activités de l'opérateur ne doit causer aucune entrave à la circulation publique ni aucun trouble à l'ordre et à la tranquillité publique. À cet égard, aucun matériel ou dispositif ne peut excéder les limites de l'espace ainsi dévolu à l'activité.

L'opérateur s'engage à maintenir les véhicules, le mobilier, la signalisation et le marquage à ses frais, en bon état de propreté et d'entretien. En cas de dégradation des lieux, la CCVH se réserve le droit de réclamer le rétablissement dans leur état initial, sans dédommagement de quelque nature que ce soit.

Il doit souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires à la réalisation de ses activités et notamment pour les véhicules utilisés et en justifier sur demande de la CCVH.

Il s'engage à démonter les équipements et à remettre les emplacements en l'état en cas de cessation de son activité sur ces stations.

#### **Art. 4 – Obligations de la communauté de communes vallée de l'Hérault**

La CCVH, en tant qu'initiateur de l'expérimentation d'autopartage en boucle, s'engage à soutenir techniquement l'opérateur dans le cadre d'actions de communication et de promotion du service d'autopartage (inauguration, aide à la diffusion d'imprimés, aide à la diffusion et transmission d'informations, etc...).

La CCVH n'assume en aucun cas la surveillance des lieux attribués à l'occupant, est déchargée de toute responsabilité dans tous les cas d'effraction, de vol ou toute autre cause quelconque, de perte ou dommage survenant aux biens mobiliers de l'opérateur, de son personnel et tout tiers pouvant se trouver sur les lieux objet de la présente convention.

La communauté de communes prendra à sa charge le marquage horizontal délimitant les deux emplacements dédiés au stationnement des véhicules d'autopartage, nécessaires à la bonne exécution de son activité.

#### **Art. 5 – Conditions particulières**

La CCVH, en tant qu'initiateur de l'expérimentation, peut suspendre temporairement l'activité pour tout motif, et sous n'importe quel délai après signature de la présente convention sans dédommagement de quelque nature que ce soit.

En cas de chantier exécuté sur la voie publique ou tout autre motif d'intérêt général, la CCVH se réserve le droit, sur toute la période couverte par la convention d'occupation du domaine public, de modifier la localisation de la station dans un périmètre proche ou de supprimer temporairement les équipements installés, en l'absence de solution de remplacement.

L'opérateur ne peut prétendre à aucune réduction de la redevance annuelle d'occupation du domaine public, à aucune indemnité ou autre droit quelconque dans le cas de réparations, travaux d'intérêt publics ou autres réalisés par la CCVH, la commune ou un concessionnaire, entraînant une conséquence sur le bon fonctionnement de l'activité de l'occupant, quelle qu'en soit la durée. La communauté de communes s'engage cependant, pour ceux dont elle a la maîtrise d'ouvrage, à les exécuter avec diligence et en concertation avec l'opérateur, hormis en cas d'urgence.

L'opérateur ne pourra procéder à des aménagements, travaux ou installations, sans information ni accord préalable de la Communauté de communes vallée de l'Hérault.

Tout affichage ou publicité quelconque doit faire l'objet, avant toute mise en place, d'une demande d'autorisation adressée à la CCVH et la commune concernée, et respecter la réglementation nationale et locale en vigueur pour ce qui concerne la publicité et les enseignes.

En cas de cessation d'activité, la CCVH est seule habilitée à désigner un successeur éventuel et aucune création de fonds de commerce n'est rattachable à ce contrat.

#### **Art. 6 – Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, pour une durée d'un an renouvelable deux (2) fois tacitement.

#### **Art. 7 – Redevance d'occupation du domaine public**

L'occupation du domaine public est soumise à la perception d'une redevance. Toutefois, à titre dérogatoire et compte tenu du caractère expérimental du service en lien avec la création du pôle d'échange multimodal, la satisfaction d'un intérêt général découlant des bénéfices notables en termes de préservation de l'environnement et de service rendu aux habitants du territoire constitue une contrepartie suffisante justifiant l'inapplication d'une redevance.

#### **Art. 8 – Stationnement payant**

Les véhicules doivent être stationnés sur les emplacements qui leur sont réservés. Cependant, il peut arriver ponctuellement qu'un véhicule stationne en dehors de ces emplacements (exemples: emplacement réservé occupé quand un usager retourne un véhicule ou stationnement d'un usager ailleurs durant sa location).

Le stationnement par les véhicules déclarés par l'opérateur sur les places désignées en annexe de la présente convention ne sont pas assujetties au stationnement payant.

Le permissionnaire s'engage à garantir la CCVH contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou de dommages causés par son personnel, ses fournisseurs, prestataires ou tiers quelconques intervenant pour son compte, ainsi que par ses véhicules et son matériel.

#### **Art. 9 – Modification de la convention**

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, ou dans l'hypothèse d'une évolution législative ou réglementaire affectant les conditions d'exécution de la présente convention.

Tout projet d'avenant devra être approuvé par l'ensemble des parties.

## **Art. 10 – Pénalités**

En cas de manquements de l'opérateur à ses obligations contractuelles tirées de la présente convention, sauf cas de force majeure, la CCVH pourra mettre en œuvre des pénalités selon les modalités décrites ci-dessous.

Les pénalités s'appliquent sans mise en demeure.

Elles sont fixées ainsi :

- Dommage au domaine public ou gestion du service portant obstacle et/ou danger pour les circulations douces et/ou routière : 200 euros par jour de retard à compter du lendemain du 1<sup>er</sup> signalement par dommage,
- Dommage au domaine public hors obstacle et/ou danger pour les circulations douces et/ou routière: 50 euros par jour de retard à compter du lendemain du 1<sup>er</sup> signalement par dommage.

## **Art. 11 – Fin de la convention**

A l'expiration de la présente convention, l'opérateur est tenu de procéder au retrait de l'intégralité de ses installations, sauf dans l'hypothèse où la CCVH déciderait de leur maintien.

Trois mois avant l'expiration du contrat, la CCVH et l'opérateur arrêtent, au vu d'un état des lieux établi contradictoirement, les travaux de remise en état et leur planning de réalisation qu'il appartiendra à l'opérateur d'exécuter à ses frais.

Si les travaux de remise en état ne sont pas exécutés à l'expiration du délai prévu dans le planning précité, la CCVH pourra faire procéder d'office et aux frais de l'opérateur, à leur exécution, par l'entrepreneur de son choix.

## **Art. 12 – Résiliation de la convention**

La présente convention pourra être résiliée immédiatement et sans indemnité dans le cas où l'occupant viendrait à cesser, pour quelque motif que ce soit ; d'exercer dans les lieux l'activité prévue.

La présente convention pourra également être résiliée, dans un délai minimum de 2 mois à compter de la date d'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant la date de résiliation et son motif, en cas d'inexécution des obligations contractuelles de l'une des parties et/ou de litige entre les parties en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code général de la propriété des personnes publiques.

La CCVH se réserve également le droit de mettre fin de plein droit à la convention pour un motif d'intérêt général, en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code général de la propriété des personnes publiques, dans un délai minimum de 2 mois à compter de la date d'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant la date de résiliation et son motif, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnisation au profit de l'occupant.

## **Art. 13 – Litiges**

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER.

Fait en deux exemplaires originaux à Gignac,

Pour la communauté de communes vallée de l'Hérault ;

Le président

Pour l'opérateur,

Le directeur général

N° emplacement	Adresse	Catégorie du véhicule	Motorisation du véhicule	